

## Table des matières

### **ENERGIE - CLIMAT - ENVIRONNEMENT**

2

LA VENUE DE GRETA THUNBERG A BERLIN

2

LA CONVENTION DES VERTS POUR UN NOUVEAU PROGRAMME POLITIQUE

2

APRES 4 ANNEES DE STAGNATION, LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE ONT BAISSÉ DE 4,5 % ENTRE 2017 ET 2018

2

LE PROJET POUR DECARBONER L'INDUSTRIE DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

2

LA TENUE DU PREMIER CABINET CLIMAT DU MERCREDI 10 AVRIL 2019

2

### **TRANSPORT**

3

LE MINISTRE FEDERAL DES TRANSPORTS VEUT ACCELERER LE DEPLOIEMENT DU RESEAU DE BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES

3

PARUTION DU RAPPORT DU PREMIER GROUPE DE TRAVAIL DE LA PLATEFORME NATIONALE POUR L'AVENIR DE LA MOBILITE

3

L'EX-PDG DE VOLKSWAGEN INCULPE DE FRAUDE EN ALLEMAGNE

3

LA REDUCTION DE LA PRODUCTION DE L'USINE OPEL A RÜSSELSHEIM

3

### **NUMERIQUE**

3

ENCHERES 5G

3

AXEL SPRINGER POURSUIT SA MUTATION VERS LE NUMERIQUE

4

FINANCEMENT DES START-UPS : « PARIS POURRAIT BIENTOT DEPASSER BERLIN »

4

### **INTERNATIONAL**

4

REACTIONS ALLEMANDES AU SECOND SOMMET DE L'INITIATIVE DES ROUTES DE LA SOIE A PEKIN

4

BILAN DES EXPORTATIONS D'ARMES AU PREMIER SEMESTRE 2019 : UNE DIMINUTION CONSTANTE ET DES EXPORTATIONS DESTINEES EN PRIORITE AUX ETATS-UNIS

4

MANDATS COMMERCIAUX : UN ARTICLE DU HANDELSBLATT REVIENT SUR L'OPPOSITION DE LA FRANCE A L'ADOPTION DES MANDATS COMMERCIAUX

5

### **ENTREPRISES**

5

DEUTSCHE BANK ET COMMERZBANK STOPPENT LEURS PLANS DE FUSION

5

LA FUSION MIBA-ZOLLERN SOUMISE A L'APPROBATION DU MINISTRE DE L'ECONOMIE SUITE AU REFUS DE L'AUTORITE DE LA CONCURRENCE D'AUTORISER LA FUSION

5

BAYER ANNONCE UNE REDUCTION DE SES EFFECTIFS - 12 000 EMPLOIS CONCERNES DONT 4 500 EN ALLEMAGNE

5

<b>BATTERIES : LA COMMISSION EUROPEENNE FAIT PRESSION SUR LE MINISTRE ALTMAIER POUR CONCRETISER LE PROJET EUROPEEN DE CONSORTIUM SUR LES BATTERIES</b>	<b>6</b>
<b>DAIMLER PRESENTE DES RESULTATS EN FORTE BAISSSE</b>	<b>6</b>

## **ENERGIE - CLIMAT - ENVIRONNEMENT**

### *La venue de Greta Thunberg à Berlin*

Depuis janvier 2019, des manifestations organisées tous les vendredis par des lycéens et des étudiants contre le dérèglement climatique se déroulent dans la plupart des pays occidentaux. Le 28 mars, la jeune Greta Thunberg à l'origine des manifestations mondiales de « Fridays for future » est venue à Berlin soutenir les manifestants. Ces derniers veulent par exemple la fin de l'utilisation du charbon dans la production d'électricité pour 2030 et la neutralité carbone pour 2035. Certains représentants politiques de haut rang comme la Chancelière Angela Merkel ont déjà exprimé leur sympathie vis-à-vis de ce mouvement. Jens Spahn le ministre fédéral de la santé (CDU), estime quant à lui que les manifestants devraient plutôt s'engager en politique plutôt que de faire l'école buissonnière.

### *La convention des verts pour un nouveau programme politique*

Les 29 et 30 mars 2019 a eu lieu la convention-cadre des verts préparant l'élaboration du programme du parti pour 2020. Les deux responsables des verts Annalena Baerbock et Robert Habeck se sont relayés pour présenter leur vision de la politique écologique. La convention est marquée par des annonces générales comme le changement de paradigme que doit opérer l'Allemagne en devenant une économie écologique sociale de marché (« ökosoziale Marktwirtschaft »). Le marché doit être une solution pour la transition énergétique. Les deux intervenants ont également dénoncé les prix des loyers en forte augmentation dans les villes allemandes, en affirmant que logement n'est pas un marché mais un droit.

### *Après 4 années de stagnation, les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 4,5 % entre 2017 et 2018*

Après quatre années de stagnation, les émissions de gaz à effet de serre allemandes ont baissé de 4,5 % en 2018, annonce le 2 avril 2019 le ministère allemand de l'Environnement. Cela représente environ 41 millions de tonnes de GES évitées, selon les premières estimations de l'agence fédérale de l'environnement. Une progression due à des températures élevées, ainsi qu'à la baisse des émissions des ménages et du secteur de l'énergie, et dans une moindre mesure, à celle du secteur des transports. Depuis 1990, les émissions du pays ont baissé de 30,6 %, loin des 40 % visés en 2020.

### *Le projet pour décarboner l'industrie du ministre de l'environnement*

Dans le cadre du programme d'innovation pour l'environnement (« [Umweltinnovationsprogramm](#) »), le ministère de l'environnement va subventionner à hauteur de 45 M€ les industriels de l'acier, et de la chimie. La demande d'aide peut venir d'entreprises étrangères participantes au marché des droits à polluer européen et peut prendre la forme d'une bonification d'intérêt destinée à réduire le coût d'un prêt de la banque refinancé ou d'une subvention à l'investissement.

### *La tenue du premier cabinet climat du mercredi 10 avril 2019*

Les ministres participants au cabinet climat (environnement, transport, économie et énergie, agriculture, finances et construction) et la Chancelière ont décidé d'établir d'ici fin mai des plans pour chaque ministère sur la manière dont les objectifs climatiques pour 2030 peuvent être atteints. C'est ce qu'a annoncé mercredi la ministre de l'Environnement Svenja Schulze à l'issue de la première réunion du cabinet sur le climat. Un concept global sera ensuite élaboré à partir de ces propositions. L'objectif est de mettre en vigueur les réglementations d'ici la fin de l'année afin que les objectifs de protection du climat puissent être atteints en 2030. Selon Madame Schulze, le gouvernement fédéral pourrait faire face à des coûts supplémentaires considérables à partir de 2022 si les émissions ne diminuent pas plus fortement que prévu. En vertu du droit européen, l'Allemagne devrait alors acheter des droits d'émission à d'autres pays.

## TRANSPORT

### *Le ministre fédéral des transports veut accélérer le déploiement du réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques*

Malgré l'allocation d'un budget conséquent de 300 M€ sur la période 2017 à 2020 visant à renforcer l'accessibilité aux infrastructures de recharge pour les véhicules électriques, le système d'appels d'offre mis en place dès 2017 a eu un impact plus timide que prévu. Il visait à subventionner 60% des dépenses d'implémentation des points de recharge publics. Mais seulement trois appels d'offre ont été lancés depuis le début du programme et le nombre de candidats - et donc de projets subventionnés - reste faible par rapport aux prévisions. Face à cette situation, le Ministre fédéral des transports Andreas Scheuer a demandé au gouvernement de débloquent une enveloppe exceptionnelle d'1 Md€ pour subventionner à hauteur de 50% l'installation de bornes *privées* – i.e. dans les garages individuels. Selon les estimations du ministère entre 75 et 85% des rechargements auraient de fait lieu à la maison ou au travail.

### *Parution du rapport du premier groupe de travail de la plateforme nationale pour l'avenir de la mobilité*

Le 29 mars, le premier groupe de travail « protection du climat dans les transports » de la plateforme nationale pour l'avenir de la mobilité a présenté un rapport intermédiaire qui propose un paquet de mesures au gouvernement fédéral en vue d'atteindre les objectifs climatiques dans le secteur des transports d'ici 2030. Le compte n'y est toutefois pas en l'absence de consensus entre les experts, avec une baisse estimée au mieux de 30% des émissions de gaz à effet de serre contre un objectif attendu de 40 à 42% par rapport au niveau de 1990 d'ici 2030. Le groupe de travail souligne le retard pris par l'Allemagne, qui ne parvient pas à réduire l'empreinte carbone de ce secteur. Face à cette situation, les experts recommandent un **programme d'action orienté autour de six axes** : (i) introduire un changement radical sur les marchés des véhicules particuliers et des camions ; (ii) accroître l'efficacité énergétique du parc automobile ; (iii) favoriser les carburants renouvelables ; (iv) favoriser les autres modes de mobilité pour le transport de voyageurs (ferroviaire, autobus, bicyclettes et transport piétonnier)... ; (v) ... et de marchandises (fret ferroviaire et maritime) ; (vi) encourager la numérisation du secteur.

### *L'ex-PDG de Volkswagen inculpé de fraude en Allemagne*

La justice allemande a accéléré, le 15 avril dernier, sa marche vers un procès pénal du « dieselgate » en inculquant de fraude l'ex-PDG de Volkswagen pour avoir dissimulé le trucage de millions de véhicules diesel afin de les faire paraître moins polluants. Le parquet de Brunswick a inculpé Martin Winterkorn pour « fraude aggravée », « violation de la loi contre la concurrence déloyale » et « d'abus de confiance ». Le parquet a mis en accusation quatre autres personnes, mais n'a précisé ni leurs identités ni leurs fonctions passées ou présentes chez Volkswagen. Les délits reprochés à M. Winterkorn sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison, a précisé le parquet.

### *La réduction de la production de l'usine Opel à Rüsselsheim*

Les délégués syndicaux d'IG Metall prennent position contre les plans de la nouvelle société mère PSA visant à réduire considérablement la capacité de l'usine principale d'Opel à Rüsselsheim. Selon les rapports, les plans prévoient de réduire la production d'un tiers. L'usine compte actuellement 3.000 employés. Au lieu de 60 voitures, 40 voitures par heure sortiront de la chaîne de production à l'usine principale. Les délégués syndicaux ont exigé une stratégie de transition avec du chômage partiel jusqu'à ce que le nouveau modèle Astra et l'Insignia de Pologne soient produits à Rüsselsheim.

## NUMERIQUE

### *Enchères 5G*

Les enchères 5G se poursuivent avec une concurrence jugée très âpre dans la presse entre les quatre opérateurs mobiles qui participent : Deutsche Telekom, Vodafone, Telefonica et 1&1 Drillisch, nouvel entrant sur le marché de la téléphonie mobile. Les quatre participants proposent désormais plus de 5,4 Mds€ pour les fréquences proposées, déclenchant la colère des syndicats du secteur (Ver.di) et des politiques (FDP – libéraux), qui dénoncent des tarifs qui pénalisent les investissements dans le réseau.

## *Axel Springer poursuit sa mutation vers le numérique*

Le groupe de presse et de technologie, qui détient entre autres Bild, die Welt, ainsi que de nombreux sites Internet dont les français seloger.com et aufeminin.com, a annoncé qu'il se séparerait à moyen terme de sa division marketing, pour se concentrer encore d'avantage sur des plateformes en ligne. Le digital est déjà responsable de 71% du chiffre d'affaires et de 84% de la profitabilité du groupe.

## *Financement des start-ups : « Paris pourrait bientôt dépasser Berlin »*

Une nouvelle étude du cabinet Ernst & Young affirme que Paris pourrait bientôt dépasser Berlin en ce qui concerne les investissements dans les start-ups. En 2018, près de 2,5 Mds€ ont été investis dans les nouvelles entreprises innovantes implantées à Paris, soit une hausse de 39 % par rapport à 2017, alors qu'à Berlin, les investissements ont chuté de 12 % pour atteindre 2,6 Mds€ l'année dernière.

## **INTERNATIONAL**

### *Réactions allemandes au second sommet de l'Initiative des Routes de la soie à Pékin*

Le second Forum de l'Initiative des Routes de la soie s'est tenu à Pékin du 25 au 27 avril 2019. Selon l'agence de presse chinoise Xinhua, près de 5 000 personnes y ont participé, issues de 150 pays, dont 37 chefs d'Etat et de Gouvernement. Certains pays européens ont toutefois semblé chercher à exprimer une certaine forme de prudence vis-à-vis du projet chinois. L'Allemagne était notamment représentée par le Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie, M. Peter Altmaier, et non pas par la Chancelière. La France et l'Espagne étaient également représentées par leurs Ministres des Affaires étrangères et le Royaume-Uni par le Chancelier de l'Echiquier. Le vice-Président de la Commission européenne, M. Sefcovic, représentait la Commission. Le patronat allemand a exprimé plusieurs demandes en amont de ce sommet. Ainsi, M. Lang, Président de la Fédération des Industries allemandes, a reproché à la Chine d'associer des objectifs politiques et géostratégiques à ce projet. Selon lui, l'Initiative des Routes de la soie ne doit pas être à sens unique, mais être « transparente et ouverte à tous ». Le directeur général de la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie soutient les mêmes demandes. M. Wansleben signale des difficultés des entreprises allemandes pour accéder aux marchés publics en Chine. L'institut MERICS, quant à lui, estime que 90 % des projets inscrits dans la cadre de BRI étaient entièrement contrôlés par des entreprises chinoises. Le rôle des entreprises allemandes ne se limite, selon MERICS, qu'à de la sous-traitance. Dans un communiqué de presse, le Ministre Altmaier a précisé qu'il relayerait ces messages à ses interlocuteurs chinois. Il a également souligné l'importance de la coordination des positions européennes. La Chine a semblé, pour sa part, donné des gages de bonne volonté pendant ce forum. Tout d'abord, elle n'a pas imposé à l'ensemble des Etats membres de signer une déclaration finale sur le commerce, contrairement à la première édition du forum en 2017 qui avait provoqué un refus des Etats membres de l'Union européenne. Le Gouvernement chinois a également annoncé sa volonté de mettre en place des règles encadrant les investissements dans les projets inclus dans BRI. L'Europe demeure toutefois prudente face à ces annonces, signalant que « le moment est venu de mettre ces principes en pratique » (M. Sefcovic).

### *Bilan des exportations d'armes au premier semestre 2019 : une diminution constante et des exportations destinées en priorité aux Etats-Unis*

Selon de questions posées par le Bundestag et les résultats fournis par le Ministère de l'Economie et de l'énergie, le Handelsblatt précise que les exportations d'armes de l'Allemagne, au premier trimestre 2019, ont été approuvées pour un montant de 1,12 Md EU, contre 1,21 M € pour la même période en 2018. Les principaux acheteurs d'équipements militaires allemands sont les Etats-Unis (169 M €), suivis du Royaume-Uni (157 M €) et de l'Australie (88 M €). Selon le Handelsblatt, la grande coalition issue des élections de 2018 a fortement renforcé les obstacles à l'exportation d'armements, notamment à destination de l'Arabie saoudite. Depuis l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, le gouvernement fédéral a imposé une interdiction totale sur les livraisons à destination de ce pays, avec quelques rares exceptions strictement encadrées. Selon le Handelsblatt, les exportations d'armes ont diminué de manière significative en 2018 du fait de ces restrictions. Elles se sont élevées à 4,8 Mds € contre 7,9 Mds € en 2015. Le quotidien signale toutefois que les exportations devraient croître à partir de 2020, si une coordination sur les politiques de ventes d'armes est trouvée, notamment avec la France. Selon des experts cités par le Handelsblatt, la levée du moratoire sur la vente des armes à l'Arabie saoudite permettrait à l'Allemagne d'accroître de 2 Mds € ses ventes d'armements.

## ***Mandats commerciaux : un article du Handelsblatt revient sur l'opposition de la France à l'adoption des mandats commerciaux***

Le 24 avril, le quotidien économique a publié un article sur l'adoption des mandats commerciaux de la Commission, afin de lui permettre de négocier un accord industriel sur les Etats-Unis. Le Handelsblatt revient sur un déplacement de Mme Malmström en Alsace, destiné à montrer que la France bénéficie des accords de libre-échange. Selon la Commissaire au Commerce, l'accord commercial entre l'Union européenne et le Japon a permis d'accroître les exportations de vins alsaciens de près de 70 % dix semaines seulement après son entrée en vigueur. Le Handelsblatt revient ensuite sur l'opposition française à l'adoption des mandats, en critiquant cette position. Citant Mme Malmström, il estime que la position française répond à des fins politiques, que la négociation s'annonce complexe et que la Commission aurait donc besoin de l'ensemble de ses partenaires historiques. Selon le Handelsblatt, la Commission avait consenti à de nombreuses concessions pour répondre aux préoccupations françaises, notamment dans le domaine agricole et en enterrant le mandat de négociation du TTIP, suspendu depuis l'entrée en fonction du Président Trump. Le Handelsblatt nuance toutefois sa position, reconnaissant que la négociation commerciale s'annonce des plus complexes. Les deux Parties ont en effet des exigences incompatibles, les Etats-Unis souhaitant l'ouverture du marché agricole et les Européens demandant la suspension des menaces de droits de douane sur l'automobile. Selon le Président de la Commission commerce du Parlement européen, le député allemand SPD Bernd Lange, la Commissaire dispose d'une marge de manœuvre infime et les négociations ne s'inscrivent pas dans une véritable stratégie. La preuve en est, selon le Handelsblatt, l'escalade verbale entre la Commission européenne et les Etats-Unis, chacun menaçant d'imposer des droits de douane sur des produits en représailles aux actions de l'autre. Le Handelsblatt conclut qu'une telle attitude ne favorisant pas le déroulement serein de négociations pour un accord de libre-échange.

## **ENTREPRISES**

### ***Deutsche Bank et Commerzbank stoppent leurs plans de fusion***

Six semaines après le début des discussions autour d'une possible fusion, Commerzbank et Deutsche Bank ont annoncé renoncer à l'opération, les deux banques estimant que la création de valeur ne serait pas suffisante et que les coûts engendrés par l'opération trop importants. Cette possible fusion aurait pu permettre de créer un « champion national » allemand dans le secteur bancaire (le projet de stratégie industrielle présenté par Peter Altmaier en février 2019 identifiait Deutsche Bank comme « champion national » parmi d'autres grandes entreprises).

### ***La fusion MIBA-Zollern soumise à l'approbation du Ministre de l'Economie suite au refus de l'autorité de la concurrence d'autoriser la fusion***

La fusion de deux sous-traitants industriels autrichien et allemand, qui souhaitent former une entreprise conjointe représentant un CA annuel de 300 M€, se sont vus refuser l'autorisation de fusion par le *Bundeskartellamt*, l'autorité de la concurrence allemande. Les entreprises seraient en effet en situation trop dominante sur les « paliers lisses » (un type de guidage pour les pièces tournantes), et pourrait augmenter les prix. Afin d'assurer la fusion, les entreprises ont sollicité une autorisation ministérielle, et souligné les conséquences potentielles pour l'emploi. L'autorisation ministérielle permet d'autoriser une fusion suite au refus de l'autorité de la concurrence si un projet est jugé stratégique en termes d'impact socio-économique par le gouvernement en dépit des conséquences sur la concurrence. La Commission des monopoles, conseillant le gouvernement sur cette affaire, a également rendu un avis négatif. Ce dossier revêt un aspect particulièrement politique dans la mesure où le Ministre de l'Economie a annoncé vouloir moderniser certaines règles de concurrence afin de favoriser la création de champions européens. Le dernier cas où le Ministre a accordé une autorisation en dépit de l'avis négatif du *Bundeskartellamt* et de la commission des monopoles est en 2016, par Sigmar GABRIEL (SPD) dans le cadre de la fusion Tengelmann - Kaisers (grande distribution).

### ***Bayer annonce une réduction de ses effectifs - 12 000 emplois concernés dont 4 500 en Allemagne***

Suite à l'acquisition de Monsanto pour 63 Mds€ en 2018. Si les résultats opérationnels sont en hausse de 45% suite au rachat de Monsanto, le bénéfice net a considérablement chuté (36%). L'entreprise fait face à une vague de résultats défavorables dans des procès dans lequel le Round-up est jugé responsable de cancers, et a généré des condamnations très importantes (80M\$ et 78,5M\$ pour deux procès aux US). Le groupe fait mondialement face à 13 400 actions en justice contre le glyphosate. Si Bayer défend la non-toxicité de la molécule, l'action a toutefois perdu près de 40% de sa valeur depuis le rachat de Monsanto. Afin de faire face à la grogne des actionnaires, Bayer a annoncé un plan de départs de 12 000 personnes dans le monde dont 4 500 en Allemagne. Le groupe envisage aussi de céder sa division

« santé animale », s'écartant ainsi de sa stratégie atypique de présence sur tous les grands secteurs de la chimie de santé (santé animale, phytosanitaire et pharma).

### ***Batteries : la Commission européenne fait pression sur le Ministre Altmaier pour concrétiser le projet européen de consortium sur les batteries***

Le 30 avril, M. Sefcovic, vice-Président de la Commission européenne, a réuni les représentants des gouvernements engagés à mettre en place leur propre chaîne de valeur européenne dans le domaine des batteries, regroupés au sein de l'Alliance européenne des batteries. Il souhaite présenter une nouvelle plateforme destinée à réunir des investisseurs privés et les entreprises concernées du secteur. Il a appelé les pays concernés à progresser plus rapidement. Il a précisé que l'Europe avait besoin de propositions « dès que possible », pour pouvoir se prononcer sur des demandes de financement avant l'entrée en fonction de la nouvelle Commission en novembre. Deux éléments expliquent son empressement. D'abord, la demande en voitures électriques devrait augmenter fortement dans les prochaines années. Volkswagen estime ainsi la demande à plus de 3 M de véhicules en 2025. De plus, pour faire face à cette croissance attendue, les constructeurs asiatiques, pour le moment en position dominante sur le marché, commencent à déployer leurs sites de production en Europe. La société chinoise CATL prévoit ainsi de construire une usine à Erfurt pour fournir BMW en batteries. Face à ce tournant, le Commissaire européen compte sur la dynamique franco-allemande sur le sujet, faisant référence au projet de Projet majeur d'intérêt commun européen (IPCEI) pour lequel la France et l'Allemagne sont prêtes à investir 1,7 Md EUR. Le Commissaire indique que les projets sont prêts du côté français. Il fait pression sur le Ministre allemand de l'Economie et de l'énergie pour que celui-ci dévoile les consortia retenus, appelant « les Ministres à ne plus retarder les décisions

### ***Daimler présente des résultats en forte baisse***

Le 29 avril, le Président directeur général de Daimler a présenté les résultats du groupe pour le premier semestre 2019. Ces derniers sont marqués par une baisse du résultat d'exploitation du groupe de près de 16 % par rapport à la même période en 2018, et ce malgré un chiffre des ventes à peu près constant. La marge de bénéfice du groupe est donc particulièrement affaiblie, en raison de difficultés opérationnelles dans l'ensemble des catégories de véhicules (berlines Mercedes-Benz, fourgonnettes et autobus). Seule la fusion de l'ensemble des services liés à la mobilité a représenté une contribution positive au résultat du groupe, estimée à 718 M €. Parmi les raisons qui expliquent cette réduction de la marge, le PDG cité des difficultés d'approvisionnement, des retards dans la production et la livraison des véhicules, les coûts liés au scandale du Dieseldgate et la concurrence internationale. Malgré ces résultats, le PDG, qui prendra sa retraite à la fin du mois de mai, maintient les objectifs opérationnels du groupe pour l'année 2019. Pour ce faire, le groupe avait annoncé des mesures de réaction, pour maîtriser la hausse des coûts de production. Selon le Handelsblatt, un important travail de redressement du groupe attend le Suédois Ola Källenius, qui succèdera à M. Zetsche à la tête du groupe à partir du 1<sup>er</sup> juin.